

France. Callac : les enjeux géopolitiques de l'accueil des réfugiés, à plusieurs échelles

dimanche 28 avril 2024, par [David BASOL](#)

Citer cet article / To cite this version :

[David BASOL](#), **France. Callac : les enjeux géopolitiques de l'accueil des réfugiés, à plusieurs échelles**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 28 avril 2024.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

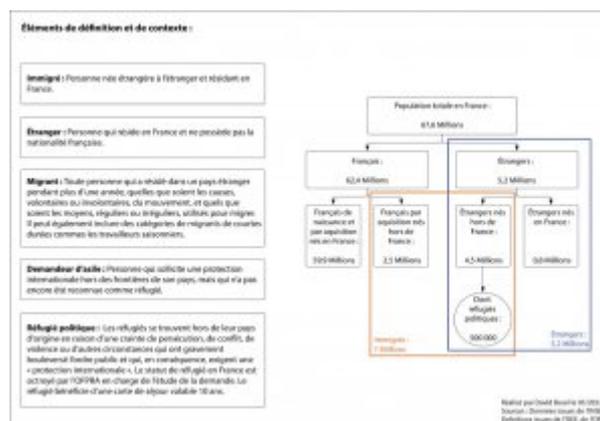
Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

En quoi les mobilisations sur les projets d'accueil de réfugiés à Callac sont-elles révélatrices des tensions locales, nationales, voire européennes, sur la question de l'accueil des réfugiés ?

En Bretagne, dans les Côtes d'Armor, les projets d'accueil de réfugiés à Callac ont provoqué un mouvement de contestation dont l'envergure a largement dépassé les limites de la ville et de la région. Des contestations qui ont révélé les tensions que suscitait l'enjeu de l'accueil à toutes les échelles. Celles-ci ont abouti à l'annulation du projet d'accueil principal, Horizon. Les tensions provoquées par ces projets d'accueil ont mis à jour un système de représentations.

LE 14 avril 2022, le projet Horizon d'accueil de réfugiés est révélé aux habitants de Callac, une petite commune bretonne d'environ 2 200 habitants, située dans le département des Côtes d'Armor. Cette annonce provoque la naissance d'une première opposition locale, qui se structure et se mobilise rapidement à une échelle nationale. Finalement, un deuxième projet d'accueil de réfugiés, toujours à Callac, est présenté en octobre 2022 par le préfet, alors même que les mobilisations rencontrent un écho national. **Ce conflit local interroge ainsi les logiques d'accueil et d'intégration mises en place aussi bien par la France que [l'Union européenne](#) ces dernières décennies.**



Lexique. Éléments de définition : immigré, étranger, migrant, demandeur d'asile, réfugié politique

Conception et réalisation : D. Basol
Basol/Diploweb.com

En effet, la figure du réfugié politique est source d'une multitude de représentations dont se servent notamment les partis politiques. Des représentations nombreuses, dont certaines sont à l'origine d'un repli identitaire qui questionne les rapports de la société aux notions de nation et d'identité. Cet article cherche à étudier **en quoi les mobilisations sur les projets d'accueil de réfugiés à Callac sont-elles révélatrices des tensions locales, nationales, voire européennes, sur la question de l'accueil des réfugiés ?** Il s'agira d'abord de s'intéresser au contexte local du conflit et de sa structuration. Ensuite, de comprendre l'envergure nationale prise par le conflit et comment les enjeux locaux font écho à des enjeux globaux. Enfin, nous aborderons l'enjeu de l'accueil à l'échelle de la France et de [l'Union européenne](#).

Des projets d'accueil de réfugiés, une réponse aux enjeux de développement territorial qui divise

L'analyse territoriale de Callac permet de révéler le contexte particulier dans lequel s'inscrivent les projets d'accueil de [réfugiés](#). Situé au sein d'un territoire rural du centre Bretagne, cette ville fait face à de nombreux défis d'ordres aussi bien sociaux, qu'économiques ou géographiques.

Tout d'abord, la ville de Callac connaît un **déclassement** important depuis plus d'un siècle. En 2020, la population est estimée à 2233 habitants par l'INSEE, contre plus de 3500 habitants au début du siècle précédent. Les trois abattoirs sur lesquels s'appuyait l'économie locale ont fermé dans les années 1960 et ont entraîné le déclin de la commune. L'activité de la commune reposait principalement sur cette activité en raison d'un système de protectionnisme commerçant qui a perduré jusqu'en 1973. En effet, les commerçants Callacois qui avaient prospéré dans différents corps de métiers ont refusé l'installation de tous les commerces qui pouvaient leur faire concurrence. Les maires étant eux-mêmes commerçants, le système s'est entretenu plusieurs décennies et a bloqué l'arrivée de l'usine Velux ou de la base logistique d'Intermarché, pourtant possiblement synonymes d'opportunités de développement. Enfin, ce déclin s'est accentué en 2017 avec le passage de 32 communautés de communes dans le département à 8 intercommunalités. La communauté de communes dont Callac était le chef-lieu, a ainsi disparu en faveur de Guingamp - Paimpol Agglomération. La ville ne dispose plus que de 2 sièges sur 88 et ses enjeux ruraux sont alors moins bien pris en compte dans les décisions qu'auparavant.

Au-delà du [déclin](#) global de la ville, la situation de la commune est également préoccupante. En effet, Callac se localise à la périphérie géographique du territoire français et de son département et à la marge économique au niveau régional. Le manque de moyens de transport l'affecte tout particulièrement dans sa capacité à proposer des projets inclus dans d'autres dynamiques et à également bénéficier de projets de développement sur son sol. De plus, sa configuration territoriale est contraignante, avec de l'habitat isolé et dispersé en dehors du centre-ville. De ce fait, les déplacements sans voiture sont inenvisageables pour de nombreux résidents vivant en dehors du bourg se retrouvant alors à la périphérie d'une ville déjà marginalisée par sa localisation et ses infrastructures.

Enfin, la population callacoise en 2022 est également marquée par **sa précarité et son taux élevé de personnes âgées** (1 habitant sur 2 est à la retraite). En effet, les taux de pauvreté (21%) et de chômage (17,6%) sont supérieurs aux moyennes nationales au sein d'un bassin de vie parmi les 200 plus pauvres de France. Des chiffres élevés qui s'expliquent d'abord par le choix du maire de privilégier dans les logements HLM des familles monoparentales avec plusieurs enfants pour augmenter les effectifs à l'école. Mais également avec l'arrivée entre 2010 et 2019 de personnes bénéficiant des minimas sociaux souhaitant s'installer dans un espace plus abordable mais qui les a cependant maintenus dans la précarité.

Le projet Horizon a été pensé par le Fonds de dotation Merci (FDM), détenu par la famille Cohen, originaire de Paris, qui a fait fortune grâce à sa marque de vêtements pour enfant Bonpoint. Le projet Horizon s'inscrivait dans une logique d'accueil déjà en place à Callac que le FDM aurait pu mieux structurer. En effet, **depuis 2018**, la ville de Callac accueillait déjà 7

familles de réfugiés. Un réseau de solidarité s'était mis en place, s'appuyant sur des bénévoles et une vie associative intense. Horizon aurait permis d'encadrer au mieux l'intégration de ces populations dans une commune déjà engagée malgré des moyens limités. Horizon consistait à **faire venir 5 à 6 nouvelles familles de réfugiés sur une dizaine d'années en facilitant leur intégration par une insertion professionnelle adaptée aux compétences des réfugiés et aux besoins de Callac**. En effet, 78 postes vacants avaient été repérés par la municipalité dont auraient pu bénéficier les réfugiés. Cet objectif devait s'accompagner d'un programme de renouvellement et de rénovation du centre-ville en termes de logements, mais également d'équipements socio-culturels (nouveau cinéma, une crèche, réhabilitation de logements etc.). L'intérêt pour la municipalité de Callac était de bénéficier de financements pour **mettre en place de nouvelles dynamiques aussi bien économiques que démographiques** dans une ville sur le déclin.

L'annonce du projet Horizon s'est réalisée lors d'une réunion publique à Callac le 14 avril 2022 devant près de 150 personnes. Cette réunion s'est déroulée sous tension, avec la présence d'individus menaçants au fond de la salle qui ont contraint la gendarmerie à escorter les membres du FDM jusqu'à leur hôtel. Le lendemain une pétition en ligne est également lancée pour s'opposer au projet. Cette annonce a rapidement **révélé les représentations locales opposées sur la question de l'accueil**, malgré de nombreux éléments encore flou sur le projet. Un premier collectif s'est formé en juin 2022, composé de trois Callacois : Collectif pour la défense et l'identité de Callac. Ce collectif n'est pas à l'origine de la pétition, ni des tensions provoquées lors de la réunion. Il s'inscrit plutôt dans un contexte de remise en question de l'accueil de nouveaux arrivants à Callac.

La première source d'opposition locale se concentre sur les réfugiés accueillis, mais aussi à accueillir. En effet, ils sont qualifiés « d'invisibles » par les Callacois, mais cet adjectif renvoie à deux images contradictoires. D'un côté, le réfugié apparaît plus comme un fardeau pour la collectivité, qui vivrait des aides de l'État. De l'autre, cette non-visibilité dans l'espace public est aussi signe que le réfugié se fond dans la masse. Cependant, les difficultés d'intégration des réfugiés déjà accueillis sur Callac en raison du contexte territorial, interroge la population sur l'intérêt d'en accueillir de nouveaux. Ensuite, le collectif annonce qu'il est prévu d'accueillir 70 familles « extra-européennes », soit une arrivée massive de réfugiés qui alimente la peur de la formation de ghettos dans la commune. Enfin, le collectif souhaite défendre une « identité bretonne » à laquelle il se rattache, que ces nouveaux arrivants remettraient en question. Le refus d'accueillir ces réfugiés est encouragé par l'idée que **ces « extra-européens » risquent de modifier « les valeurs et les traditions bretonnes »**. L'attachement à une identité régionale figée autour de symboles forts en Bretagne (la langue, la gastronomie, les *fest noz* etc.) doit être préservé selon le collectif, pour maintenir **une identité « sans migrant »**. Une division apparaît alors avec les habitants en faveur de l'accueil qui revendiquent une identité bretonne inclusive et ouverte. En effet, ces Callacois sont aussi attachés aux traditions bretonnes mais prônent d'autres valeurs à travers l'identité bretonne. Les individus, qu'ils soient en faveur ou contre cet accueil, se réfèrent à **une même identité, mais à laquelle ils n'attribuent pas les mêmes qualités**.

Ainsi, une première opposition locale s'est organisée en s'appuyant sur ces représentations qui seront développées pour structurer un mouvement d'opposition plus général. En effet, la dimension locale est limitée par les enjeux locaux que posent encore le projet. Cependant, l'implication de nouveaux acteurs dans ce conflit contribue à l'écho national qu'il rencontre.

La structuration du conflit à l'échelle nationale

Initialement basé sur des enjeux et des acteurs exclusivement locaux, de nombreux systèmes d'acteurs aux intérêts aussi bien particuliers que collectifs interviennent. En effet, si le conflit s'est déroulé physiquement à Callac, une multitude de réseaux à travers la France ont été ensuite mobilisés par les acteurs pour mettre fin à des projets d'accueil qui ont rapidement dépassé Callac.

Pendant l'été 2022, une nouvelle opposition s'organise autour de l'extrême droite, motivée localement à se remobiliser après les élections législatives, en s'appuyant sur :

- . Bernard Germain, candidat Reconquête dans les Côtes d'Armor ;
- . Catherine Blein, représentante Reconquête dans les Côtes d'Armor ;
- . Pierre Cassen, fondateur du site internet de « réinformation » et d'extrême droite Riposte laïque.

En effet, ils disposent tous d'un réseau médiatique et politique important, étant investis en politique depuis plusieurs décennies. Catherine Blein et Bernard Germain fondent l'association **les Amis de Callac et ses environs (ACESE)** en septembre 2022, avec l'aide de Danielle Le Men, présente dans le premier collectif qui s'est dissous. Ils mettent alors en place un stratégie d'omniprésence et de « réinformation » autour des projets d'accueil.

Ils investissent d'abord classiquement la place du marché de Callac, pendant près de 8 semaines afin de diffuser une nouvelle pétition. Plusieurs tracts sont également distribués pendant les mobilisations, jusqu'à 30 km autour de Callac, tout en intervenant régulièrement dans la presse locale et régionale pour faire connaître leur combat. Une première manifestation devant la mairie est organisée le 17 septembre 2022, réunissant près de 300 personnes dont 24 Callacois. Une deuxième manifestation a lieu le 5 novembre 2022 regroupant près de 400 personnes et toujours une minorité de Callacois. Ces évènements participent à la médiatisation du conflit autour des ACESE qui structurent un mouvement national d'opposition.



Carte. France. Localisation des organismes présents à la seconde manifestation à Callac le 5 novembre 2022

Conception et réalisation : D. Basol

En effet, un groupe informel composé de partis politiques et d'associations d'extrême droite aux origines géographiques extérieures à Callac se forme autour des ACESE pour soutenir et piloter la stratégie d'opposition. Profitant d'une proximité entre leurs dirigeants, ils diffusent massivement ce conflit à travers leurs réseaux, notamment sur les sites internet de « réinformation » qu'ils détiennent (Riposte Laïque, Résistance Républicaine, Place d'Armes etc.), avec des articles mensongers et diffamants sur les porteurs du projet.

Cependant si le mouvement d'opposition a pris une envergure nationale, c'est essentiellement lié aux annonces du Président de la République le 15 septembre 2022. Souhaitant revoir la politique d'accueil et d'intégration des réfugiés, Emmanuel Macron annonce vouloir mieux répartir les réfugiés dans les espaces ruraux pour faciliter leur intégration. Il juge ainsi que ces populations peuvent combler les difficultés que rencontrent les espaces ruraux déclarant que « *les années qui viennent seront des années de transition démographique* » [1]. A Callac, les enjeux deviennent nationaux, l'opposition considérant qu'il s'agit de la première étape d'un « grand remplacement rural ».

Les représentations que partagent les acteurs de l'opposition ont fédéré leur mouvement, servant également à justifier leur intervention. Les tensions provoquées par ces projets permettent de révéler tout le système de représentations engagé par l'annonce d'accueillir des populations réfugiées.

Tout d'abord, **l'origine géographique** des [réfugiés](#) est un facteur essentiel dans le consentement de la société d'accueil à accueillir. Les migrants européens et [intra-Schengen](#) sont désormais beaucoup moins perçus comme un fardeau que les migrants originaires d'Afrique ou du [Moyen-Orient](#). En réalité, au-delà de la distance géographique, c'est **la distance culturelle supposée** qui influence la représentation. Ensuite, l'opposition emploie systématiquement **le terme de migrant** dont la définition est la plus vaste et la plus floue. Ce discours retire ainsi le statut juridique international dont bénéficie le réfugié qui atteste de sa vulnérabilité. Il permet également de développer un nouvel argumentaire qui discrimine et criminalise une catégorie entière de la société en raison du danger que d'autres migrants ont pu représenter par le passé.

Aussi, ces réfugiés [2] sont de fait considérés comme des immigrés. Un terme chargé de représentations négatives, qui s'accroît en période de crise socio-économique et culturelle. Dans les représentations, la qualité d'immigré s'opposerait à celle d'être français. Il existerait ainsi une distance culturelle et sociale entre les individus français et ceux qui y prétendent, une distance que le processus d'intégration ne permettrait pas d'effacer [3]. De ce fait, il serait impossible pour eux de, pleinement s'intégrer, ne partageant pas la même histoire, ni les mêmes pratiques sociales et culturelles.

Les conflits à Callac ont également permis de mettre en évidence le problème que poserait la religion musulmane, particulièrement visée par les membres de l'opposition. Les pratiquants représenteraient une véritable menace et appliqueraient une stratégie de conquête territoriale dissimulée. Certains principes du Coran interprétés par les groupes d'extrême droite présents à Callac, sont vus comme des outils mis au service d'objectifs idéologiques, voire terroristes. [L'islam](#) est ainsi envisagé comme un « logiciel mental et héréditaire qui structure chaque

aspect de l'existence des musulmans et gouverne leur corps et leur esprit » [4], à qui on prête une seule et unique intention, celle de conquérir l'Europe et la France.

Les mobilisations à Callac concentrent ces représentations en raison de la présence d'acteurs politisés aux intérêts politiques et médiatiques nationaux. Les représentations défendues par les acteurs de l'opposition trouvent un soutien à travers la France et une fenêtre médiatique propice pour s'exprimer. Cela explique la différence importante entre l'emprise objective des projets d'accueil à l'échelle de Callac et la répartition spatiale des opposants à une échelle nationale. **Callac est envisagée par l'opposition comme un espace symbolique, celui de la première tentative de « grand remplacement rural »**. La faiblesse initiale de l'opposition locale a donc été compensée par celles d'opposants extérieurs qui ne contestent pas simplement les projets d'accueil mais bien la politique migratoire menée en France.

Ces représentations sont entretenues et reprises à des fins électorales et d'influence par les partis politiques. De plus en plus de discours et de pratiques politiques cherchent à rendre coupables des catégories entières de la société française : réfugié, immigré, musulman, descendant d'immigré suspectés de véhiculer des valeurs contraires à la nation française et même de chercher à l'envahir. Ces thèmes (anti-immigrés, anti-musulmans etc.), considérés d'abord comme racistes et xénophobes sont désormais banalisés et peuvent être défendus par des candidats politiques à l'audience nationale. Les idées ainsi exprimées par de plus en plus de partis politiques contre plusieurs millions de personnes en France, se rapportent plus en 2023 aux valeurs de liberté d'expression et de conscience que de valeurs autoritaires, racistes et discriminatoires [5]. Un processus de banalisation auquel participent également certains médias. Les mobilisations à Callac, inédites contre ce type de projets, témoignent désormais de la diffusion de ces représentations et du soutien obtenu par les acteurs combattant l'immigration. Le système de représentation engagé par l'annonce de projets d'accueil de réfugiés est construit par une multitude d'acteurs interdépendants : les acteurs politiques, médiatiques et les citoyens. Ces mobilisations révèlent les tensions et les contradictions que posent le fait d'accueillir des populations étrangères.

La question de l'accueil, source de conflit en France et en Europe

La montée progressive, en France et à travers l'Union européenne, de partis politiques combattant l'immigration, témoigne de la diffusion au sein de la sphère civile de l'affirmation que le phénomène migratoire pose un problème. Un phénomène qui vient notamment interroger les sociétés d'accueil dans leur rapport à l'identité et à [la nation](#). [La nation est formée par un processus géopolitique](#) qui implique une identité collective sur un territoire national, bien délimité dans le cas de la France et un attachement à ce territoire car « il n'y a pas de nation sans territoire » [6]. Cette identité collective, fruit d'une construction sociale, représente un enjeu essentiel pour les gouvernements, elle est chargée de valeurs fortes auxquelles se rattachent les individus.

Le statut de réfugié politique est confronté aux mêmes représentations que celles liées aux populations immigrées et étrangères, de moins en moins bien considérées. En France, l'idée que ces populations puissent être source de bénéfices et de développement pour les sociétés d'accueil est parfois contestée tant les amalgames et les discours hostiles à leur présence se

multiplient. Immigrés et étrangers sembleraient, désormais, être pour plusieurs segments des opinions publiques à l'origine de nombreux maux de la société française que n'hésitent pas à instrumentaliser des acteurs politiques. Le phénomène migratoire et d'accueil de nouvelles populations, associé à un processus de mondialisation, affectent la représentation de la nation. L'idée et le fantasme d'un « grand remplacement » instaurent un climat d'angoisse à un moment où la mondialisation engendrerait un déclassement social et économique. La notion de nation, et le rattachement des individus à une identité collective et des valeurs partagées rapprochent les individus, mais tendent également à instaurer des barrières infranchissables avec l'« Autre » : l'immigré, le réfugié, le musulman, etc. L'« Autre » devient un élément perturbateur de la nation. D'une certaine façon, une nouvelle fois, l'inclusion au groupe majoritaire se fait par l'exclusion d'une ou plusieurs [minorités](#).

L'accueil de réfugiés ou de nouvelles populations étrangères ferait ainsi peser une menace sur la nation française, une menace à l'origine d'un repli identitaire des « menacés ». L'identité est « une façon de se représenter les différences au sein d'une société » [7]. Les revendications identitaires à Callac ont une portée géopolitique nationale, elles cherchent à différencier celui à accueillir, en l'occurrence le réfugié, à une communauté nationale qui partagerait une identité française commune. La particularité de la France est que la représentation majoritaire de la nation et de l'identité française, n'est ni basée sur la diversité des origines, ni sur la diversité culturelle, elle repose plutôt sur une vision de « l'Homme blanc », influencée par les traditions chrétiennes. Cependant, la représentation d'un accueil massif de populations étrangères, sans filtrage, associée à une augmentation de la visibilité des descendants des personnes issues de l'immigration dans l'espace public, met à mal l'identité nationale représentée. Ce sont principalement les générations d'enfants d'immigrés qui s'insèrent et s'intègrent progressivement dans la société qui impactent les représentations. En effet, ils deviennent beaucoup plus visibles sur le territoire national. Ces personnes atteignent désormais une multitude de professions dans des domaines très variés, mais accentuent parfois les représentations négatives et provoquent des réactions racistes et xénophobes des « Français blancs ». Toutes ces personnes considérées comme immigrées, bien qu'elles puissent être de nationalité française, seraient autant de symptômes d'une identité française menacée qui risque de disparaître.

Par des caractéristiques physiques et/ou culturelles choisies parmi d'autres et considérées comme fondamentalement dérangeantes pour la nation française, les individus considérés étrangers à la nation sont la cible d'une instrumentalisation politique des partis « nationalistes » d'extrême droite. Ces représentations sont ainsi reprises à travers les discours politiques, mais également mobilisées pour refuser la mise en place de projets d'accueil de réfugiés. L'identité est pensée comme centrale dans notre société et montre notre difficulté à changer les représentations que nous avons de notre identité et nation, que le phénomène migratoire et la mondialisation viennent transformer.

Les partis politiques « nationalistes » [8], dans un contexte général où l'indépendance de l'État est garantie, cherchent à affirmer l'intérêt national de la nation par rapport aux intérêts des autres groupes ou classes qui n'en feraient pas partie, en fonction de critères plus ou moins discriminatoires. Les partis politiques d'extrême droite sont des partis « nationalistes », qui se « présentent comme les “vrais” défenseurs de la nation » en opposition « aux représentants de la majorité du peuple, accusés de “brader” les valeurs nationales, de fragiliser l'identité nationale, voire d'abandonner la nation aux étrangers » [9]. Ils affirment ainsi une défense des

intérêts des nationaux, aux dépens des populations qui ne feraient pas partie de la nation, notamment les personnes étrangères ou immigrées. En effet, ces discours sont justifiés par l'instabilité économique provoquée par la crise des *subprimes* (2007-2008), puis la crise migratoire de 2015 qui a matérialisé l'idée d'une invasion et plus récemment une crise de la représentativité des institutions européennes. Nombre de partis « nationalistes » connaissent une ascension politique à travers l'Europe, à l'image du parti Fidesz de Viktor Orbán au pouvoir en Hongrie depuis 2010. Les crispations identitaires provoquées par l'accueil de nouvelles populations et le repli identitaire qu'elles entraînent sur un récit national plus ou moins fantasmé, ne sont pas une situation propre à Callac ou à la France. La montée des partis « nationalistes » qui se saisissent de ces peurs est un enjeu plus global, qu'il serait également possible d'élargir en dehors de l'Union européenne aux États-Unis avec Donald Trump ou en Inde avec Narendra Modi.

Conclusion

Les projets d'accueil de réfugiés à Callac ont provoqué un mouvement de contestation dont l'envergure a largement dépassé les limites de la ville. Des contestations qui ont révélé les tensions que suscitait l'enjeu de l'accueil à toutes les échelles. Celles-ci ont abouti à l'annulation du projet d'accueil principal, Horizon, tandis que celui porté par le préfet s'est mis en place en toute discrétion. De par la nature inédite de l'objet des contestations, portant plus sur les populations de réfugiés à accueillir plutôt que sur le projet d'accueil en lui-même, le cas d'étude sur Callac s'est montré pertinent à analyser. En effet, ce conflit local se développe dans un contexte national et européen de plus en plus hostile aux enjeux liés à l'immigration. Alors même que, depuis au moins une décennie, faute d'une natalité supérieure aux décès, l'UE maintient une croissance totale légèrement positive grâce à l'immigration. [10] La ville de Callac a alors été investie par des acteurs aux origines géographiques bien éloignées, pour annuler ces projets qui suscitaient des représentations divergentes quant aux populations de réfugiés à accueillir. Les tensions provoquées par ces projets d'accueil ont ainsi permis de révéler tout le système de représentations engagé par l'annonce d'accueillir des populations réfugiées. Des représentations dont se sont saisis les partis « nationalistes » français ainsi que la sphère médiatique, mobilisant ainsi les notions de nations et d'identité, centrales dans nos sociétés.

Les mobilisations contre des projets d'accueil se sont multipliées en France depuis 2022 et la victoire de l'opposition sur le projet Horizon. La bataille menée par ces acteurs qui reprennent des arguments similaires à ceux développés à Callac s'est répandue en France notamment à Saint-Brévin dont la situation a été médiatisée mais également dans les territoires ruraux de Bélâbre ou Beysennac. La ville de Callac a été le premier lieu de contestation d'un mouvement qui tend à se généraliser à l'échelle nationale.

Manuscrit clos en septembre 2023.

Copyright Avril 2024-Basol/Diploweb.com

P.-S.

Étudiant en Master 2 de Géopolitique locale à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8). Sa formation universitaire et son parcours personnel l'ont conduit à s'intéresser à la géographie humaine, dont les enjeux migratoires et d'identité. Il a rédigé en Master 1, un

mémoire de recherche sur la conflictualité liée à l'annonce de l'accueil de réfugiés à Callac en Bretagne en 2022-2023.

Notes

[1] Discours du Président Emmanuel Macron aux Préfets, 15 septembre 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=s8PzVgA6KLO>. NDLR Le concept de « transition démographique » a un autre sens selon l'INED : « La transition démographique désigne le passage d'un régime traditionnel où la fécondité et la mortalité sont élevées et s'équilibrent à peu près, à un régime où la natalité et la mortalité sont faibles et s'équilibrent également. »

[2] NDLR Le statut de réfugié s'obtient à travers une longue procédure. Cf. le site Service public.fr Demande d'asile (réfugié, protection subsidiaire, apatride) <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N106>

[3] Afrien, Boschet & Jean-Baptiste Guégan. Comprendre les migrations : approches géographique et géopolitique, 2017.

[4] Juliette Galonnier, Discrimination religieuse ou discrimination raciale, <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.8252>, janvier 2019.

[5] Vincent, Geisser, Le "quadriptyque" électoral de la peur : immigration, islam, insécurité et identité nationale au programme de l'élection présidentielle, 3-18. <https://doi.org/10.3917/migra.187.0003>, 2022

[6] Jérémy, Robine, Des ghettos dans la nation. Conflit géopolitique à propos des enfants français de l'immigration postcoloniale, <https://doi.org/10.3917/her.130.0173>, 2008.

[7] Yves, Lacoste, Vive la nation, éd. Fayard, 1998.

[8] NDLR : L'expression parti politique « nationaliste » mérite ici des guillemets puisqu'il arrive qu'un tel parti soit soutenu de diverses manières par une puissance étrangère.

[9] Béatrice Giblin, Extrême droite en Europe : une analyse géopolitique, <https://doi.org/10.3917/her.144.0003>, 2012.

[10] Pierre Verluise, Comment la population de l'UE27 augmente-t-elle ?, publié sur Diploweb.com le 14 avril 2024 à l'adresse <https://www.diploweb.com/Comment-la-population-de-l-UE27-augmente-t-elle.html>